



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 27 février 2015 (2^{ème} séance)

Délibération n° COM 2015-02-02/16

OBJET: Régime des autorisations spéciales d'absence accordées pour un motif familial et individuel

L'an deux mille quinze, le vingt-sept février 2015 à 19h32, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la Mairie de Port-Louis sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-deux (22)

M. ANZALA Jean, M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, M. CORNEILLE, Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HILL Joseph, Mme LAUG Caroll, M. LOMBION Jean-Claude, Mme LORMEL épse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, M. MANICOM Grégory, M. MORNAL Blaise, M. PORLON Pierre, Mme REINE épse RAMPATH Sheila, Mme SERMANSON Sylvia

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Sept (7)

Mme ALPHONSE épse TANCONS Louisiane à M. BERNARD Jean-Luc
Mme ARMOUGON Betty à Mme MAMERT-LISTOIR Sabine
Mme GUILLAUME Stella à M. PORLON Pierre
Mme JASMIN Victoire à M. FRANCFORT Philipson
Mme OUJAGIR Nadia à M. M. ANZALA Jean
M. ROUX Harry à Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle
M. SIOUMANDAN Rénalt à M. MORNAL Blaise

CONSEILLERS ABSENTS : Sept (7)

Mme CARDOVILLE Roselyne, M. HERMIN Georges, M. HUBERT Jean-Marie, Mme MANETTE Sandra, Mme MEKEL Alexina, M. MITTEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz

A été élu secrétaire de séance : M. FRANCFORT Philipson

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaire relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu les statuts de la CANGT ;

Vu la saisine du comité technique en date du 11 février 2015

Considérant qu'en vertu de l'article 59 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée, les agents territoriaux peuvent bénéficier d'autorisations spéciales d'absence, distinctes des congés annuels.

Considérant que deux types d'autorisations d'absence sont accordés :

- Celles définies par la loi et qui s'imposent à l'autorité territoriale : tel que l'exercice d'activité syndicale, autorisation accordée aux fonctionnaires membres d'organismes statutaires, autorisation liée à l'exercice d'un mandat électif local, participation à un juré d'assise, examen médical post et prénatal, examen médical dans le cadre de la médecine préventive, formation des sapeurs-pompiers volontaires...
- Celles relevant de l'appréciation des organes délibérants ; elles sont alors soumises à autorisation, après avis du comité technique : telle que les absences liées à un événement familial ou à un événement de la vie courante.

Considérant qu'il appartient à l'organe délibérant de se prononcer en vertu de ses compétences générales en matière d'organisation des services et du temps de travail après saisine du comité technique, sur la nature des autorisations d'absence accordées et sur le nombre de jours.

Considérant que les autorisations d'absence étant liées à un événement, elles seront à solliciter au moment de l'événement et devront être strictement justifiées par celui-ci.

Considérant dès lors, qu'elles ne pourront pas être reportées.

Considérant qu'elles ne seront accordées que dans le cas où l'agent aurait dû exercer ses fonctions au moment de la circonstance et qu'en conséquence, une autorisation d'absence ne pourra être accordée à un agent durant ses congés annuels ou maladie.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,
Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :

DECIDE

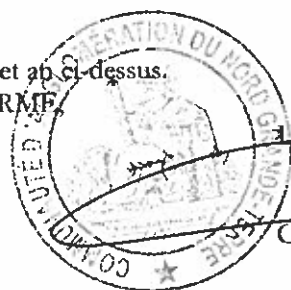
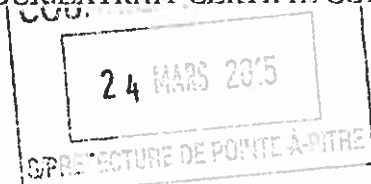
ARTICLE 1 : De valider le régime des autorisations d'absence appliqué au sein de la communauté d'agglomération du Nord Grande-Terre tel que présenté dans le tableau placé en annexe de la présente délibération.

ARTICLE 2 : De valider les modalités d'octroi des autorisations d'absence telles qu'énoncées précédemment.

ARTICLE 3 : La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,



La Présidente,

Gabrielle LOUIS-CARABIN

- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-l'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse-Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradm.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.